

Les pauvres souffrent toujours plus

HAUSSE DES PRIX DANS L'ALIMENTATION EN 2013 1,6% À LA RÉUNION ET 0,4% EN FRANCE

Ce résultat mesure l'efficacité toute relative des annonces contre la vie chère. En un an, les prix dans l'alimentation ont augmenté 4 fois plus vite à La Réunion qu'en France.

L'indice des prix du mois de décembre vient d'être publié, il donne un aperçu de la situation juste avant le cyclone. C'est aussi l'occasion du bilan 2013, force est de constater que malgré les intentions proclamées, les prix continuent d'augmenter plus vite qu'en France, en particulier dans l'alimentation. Depuis 2012, le ministre chargé de l'Outre-mer dit qu'une des priorités du gouvernement, c'est la lutte contre la vie chère. C'est ainsi qu'une loi créant un bouclier qualité-prix a été adoptée fin 2012. 2013 a donc marqué la première année d'application de ce qui a été vulgarisé sous le nom de "panier Lurel".

Le précédent du chariot-type

En novembre dernier, l'Observatoire des prix a rendu public un autre instrument de mesure des prix. C'était le chariot-type, lancé par un prédécesseur de Victorin Lurel, Yves Jégo. L'Observatoire des prix et des revenus avait annoncé une hausse de près de 30% en 13 mois du chariot-type moyen. Avec l'alternance, le chariot-type ne bénéficie plus de la même attention. C'était en effet un outil de la communication du gouvernement précédent, et il était alors généralement en légère baisse chaque mois. Mais il a effet suffi que se relâche la vigilance sur le chariot-type pour qu'aussitôt, tout ce qui avait été péniblement gagné en trois ans soit anéanti en quelques mois. Plus qu'un coup de semonce, c'était l'irruption dans le débat du rythme infernal de la hausse des prix à La Réunion. L'annonce de la hausse du chariot-type était officiellement tempérée par la comparaison avec l'indice mensuel des prix à la consommation. Sur la même durée, ce dernier avait augmenté beaucoup moins vite, ce qui sous-entend que pour l'administration c'est donc un outil plus fiable. Sur cette base, la publication de l'indice des prix de décembre permet donc d'évaluer le



(photo Tombox)

Il est temps de faire toute la transparence afin d'expliquer pourquoi, malgré les mesures prises, les prix dans l'alimentation ont augmenté 4 fois plus vite à La Réunion qu'en France.

résultat des politiques publiques de lutte contre la vie chère pour l'année écoulée.

La vie est déjà plus chère

À La Réunion, les salaires les plus bas sont fixés en fonction de la réalité économique de la France. C'est le cas du SMIC et des minima sociaux. La revalorisation dépend également de la situation de la France, cela s'applique au SMIC, au minima sociaux et aux retraites. Pourtant, les prix sont plus élevés à La Réunion. L'Etat reconnaît cette situation puisque c'est la justification invoquée pour la sur-rémunération versée à ses agents. Autrement dit, mis à part ceux qui bénéficient d'une prime pour couvrir la vie chère, les Réunionnais ont un pouvoir d'achat plus faible qu'en France. À cela s'ajoute une autre pénalité, c'est une revalorisation qui ne tient pas compte d'une hausse des prix plus importante à La Réunion qu'en France. À partir de ce constat, et compte tenu des annonces faites depuis plus d'un an, la logique

aurait voulu que les prix baissent, ou tout du moins qu'ils augmentent moins vite qu'en France, où la lutte contre la vie chère ne fait pas l'objet d'autant de communications.

L'aggravation après le passage du cyclone

L'indice des prix de décembre apporte donc l'évaluation. Sur la moyenne globale, les prix continuent d'augmenter plus vite qu'en France. Mais dans l'alimentation, l'écart est encore plus important. En un an, les prix

ont augmenté 4 fois plus vite à La Réunion qu'en France. 1,6% ici, 0,4% là bas. Or, plus le revenu est faible, plus grande est la part consacrée à l'alimentation. Ce sont donc les plus pauvres qui sont les plus sévèrement sanctionnés. Ce constat va-t-il encore s'aggraver au mois de janvier? Après le passage du cyclone, les prix des produits frais ont commencé à flamber. Le pouvoir à l'occasion de se rattraper, va-t-il agir pour stopper l'hémorragie et protéger les pauvres de la hausse des prix?

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITE : pub.tem@orange.fr

Édito

Dans une semaine la rentrée

Dans une semaine, c'est la date annoncée pour la rentrée des classes. Plus de 200.000 jeunes devront aller rejoindre les établissements scolaires. Avec les encadrants, c'est près d'un Réunionnais sur trois touché par ce mouvement.

Cette année, le climat est différent. Voici 10 jours, La Réunion a été touchée par un cyclone d'intensité moyenne, mais il a fait beaucoup de dégâts. L'électricité vient à peine de revenir dans les habitations, tout comme l'eau.

Bejisa a laissé dans son sillage un cortège de problèmes à régler. Les prix des produits frais ont déjà commencé à flamber. Chez les sinistrés, c'est l'inquiétude dans l'attente des indemnités. Les esprits ne sont vraiment pas disponibles pour bien préparer la rentrée.

Pendant ce temps, un autre cyclone annonce sa présence dans les parages. Colin est néanmoins suffisamment loin pour ne pas être une menace pour La Réunion, pour le moment.

Ce nouveau phénomène est là pour rappeler que la saison des cyclones est loin d'être finie. Février est en effet un mois de tous les dangers, avec la menace d'un cyclone qui peut encore déborder. Dans ce cas, les effets de Bejisa seront encore amplifiés.

L'épreuve subie par les Tonga est là pour le rappeler. Cet archipel de la Polynésie vient d'être frappé par le plus violent cyclone de son histoire. Les Tongiens n'avaient jamais eu à faire à des vents dépassant largement les 200 kilomètres par heure. Ils mettront du temps avant de tout reconstruire.

C'est dans ce contexte pour le moins troublé qu'une décision est imposée: le raccourcissement des vacances de la saison cyclonique. Dans une semaine, plus de 200 000 jeunes Réunionnais vont donc aller en classe au moment de l'année où les conditions climatiques sont les moins favorables à l'apprentissage. Comment justifier une telle folie?

J.B.



CHU de Mirebalais à Haïti. Avec des panneaux solaires est produite l'énergie nécessaire à un Centre hospitalier universitaire.

Atténuation du changement climatique

Haïti se reconstruit autour de l'énergie solaire

Face aux changements climatiques et à ses conséquences, Haïti a lancé un vaste programme de développement basé sur le solaire. Symbole de ce changement de cap, l'hôpital universitaire de Mirebalais, à 50 km de Port-au-Prince, qui est le plus grand projet du pays.

Conçu, début 2009, par Partners in Health/Zanmi Lasante (PIH/ZL), Mirebalais est un centre de soins pour une ville de plus de 15.000 habitants. Volonté du gouvernement, après le tremblement de terre du 12 janvier 2010, qui a fait plus de 220.000 victimes.

Un projet novateur

A la suite des dévastations du séisme, le gouvernement a demandé de développer le projet afin d'en faire un centre hospitalier régional et un centre de formation des médecins et des infirmières, pour un coût global de 25 millions de dollars. Et la fondation «Artists for Haïti», créée par l'acteur américain Ben Stiller, a contribué à hauteur de 2,7 millions de dollars, tandis que la Croix-Rouge américaine a apporté 5,5 millions.

Muni de 1.800 panneaux solaires fournissant 400 kilovolts-ampères (KVA) d'électricité, Mirebalais produit de l'électricité pour couvrir les besoins du CHU, qui dispose également d'équipements de pointe dans ses salles d'urgence et de soins néonataux, ont expliqué PIH/ZL, deux ONG jumelles (américaine et haïtienne) constructrices du bâtiment et le ministère haïtien de la santé, gérant de la structure. D'après ces derniers, l'électricité excédentaire est redistribuée par le réseau national.

Lors du lancement du projet en 2012, Paul Farmer, co-fondateur de PIH a expliqué que «contrairement aux groupes électrogènes fréquemment utilisés par les organismes d'aide, l'énergie solaire ne nécessite que très peu de maintenance. Vous n'avez pas besoin de faire une maintenance planifiée du moteur et de remplacement

de filtres, vous avez juste besoin d'éloigner les oiseaux afin qu'ils ne nichent pas dans les panneaux. Dans sa conception actuelle, ce système peut fournir 25 ans d'électricité sans problème», a cité le site HaitiLibre.

Une volonté politique

Face aux dégâts humains et financiers, les autorités avaient souhaité «reconstruire mieux», à travers une utilisation plus systématique des énergies renouvelables, dont le solaire. Haïti est un pays tropical où moins de 25% de la population dispose d'un approvisionnement en électricité. Au cours de l'année 2010, des ONG et des organisations internationales ont distribué gratuitement plus de 50 000 lampes solaires, a indiqué Le Monde. Le Solar Electric Light Fund (SELF), une ONG américaine qui a reçu des financements

de la Banque interaméricaine de développement a construit des cliniques, des orphelinats et des fermes piscicoles munies d'installations solaires. En dépit des efforts réalisés, la fourniture de courant s'est détériorée suite à des difficultés financières et techniques d'Electricité D'Haïti (EDH). De plus, la société privée Axxium a cessé d'assurer leur maintenance, en raison d'un conflit financier avec l'administration. Pour Jean-Jacques Sylvain, créateur de «Green Energy», société de vente et d'installation d'équipements solaires, malgré la volonté du gouvernement, «il n'y a pas de politique en faveur des énergies alternatives, le gouvernement n'accompagne pas les investissements solaires, il n'y a aucune incitation fiscale et nous devons payer des taxes de 30% à 40% sur les équipements que nous importons».

Autonomie énergétique et préservation de la ressource en eau

Inde : un canal recouvert par des panneaux photovoltaïques

En Inde, l'Etat du Gujarat expérimente un nouveau type de centrale photovoltaïque. Les panneaux recouvrent un canal, afin de produire de l'électricité tout en évitant l'évaporation d'une eau précieuse pour l'irrigation. A La Réunion, il existait un projet de recouvrir la route des Tamarins avec des panneaux solaires pour aller vers l'autonomie énergétique. Les socialistes en ont décidé autrement: ils ont choisi de faire perdre l'Alliance pour faire gagner Didier Robert tête de liste UMP. Ce qui se fait en Inde donne un aperçu de ce que nous pourrions gagner à La Réunion, si ce projet était relancé.

Avant 2010, l'ancienne direction de la Région Réunion avait avancé sur un projet d'autonomie énergétique pour 2025. Une des pièces maîtresse était le recouvrement de la route des Tamarins par des panneaux solaires, proposé par Paul Vergès. Afin de dépasser l'opposition d'EDF à intégrer plus de 30% d'électricité tirée du vent ou du soleil sur le réseau, ces panneaux solaires auraient pu alimenter les batteries des voitures électriques. Rappelons qu'une voiture électrique utilise son énergie accumulée pour se déplacer, mais aussi pour la restituer lorsqu'elle est branchée sur le réseau, comme une minicentrale électrique. C'est une des applications du smart grid, réseau électrique intelligent où un maximum de personnes sont à la fois consommateurs et producteurs. Quand les socialistes ont décidé de faire perdre l'Alliance pour offrir la direction de la Région à l'UMP conduite par Didier Robert, ils ont fait capoter le projet d'autonomie énergétique et mis les Réunionnais dans la main des monopoles du pétrole et du charbon. Mais manifestement, l'idée de Paul Vergès converge avec un autre projet, celui du recouvrement des canaux par des panneaux photovoltaïques en Inde.

Premier objectif: 2.200 mégawatts

Ce pays de plus d'un milliard d'habitants deviendra au cours de ce siècle le plus peuplé du monde devant la Chine. L'Inde sera aussi la troisième puissance économique mondiale, derrière l'Empire du Milieu et les Etats-Unis. Ces besoins vont donc augmenter. En 2012, elle a été victime d'une panne générale lourde de conséquence. 600 millions de personnes ont été privées d'électricité à cause d'une défaillance du réseau. Elle doit donc rechercher un autre système. L'idée expérimentée au Gujarat fait d'un problème un atout. La région est sèche. Les agriculteurs ont besoin d'irriguer pour avoir des rendements suf-

fisants. C'est pourquoi existe là-bas un canal d'irrigation à la hauteur des besoins. C'est le canal Narmada. Long de 450 kilomètres, il est le plus long du monde dans sa catégorie. C'est la partie la plus importante d'un réseau de 19.000 kilomètres amenant dans les plantations le précieux liquide. Mais une partie importante de l'eau s'évapore sous l'effet de la chaleur. Depuis l'an dernier, 750 mètres d'un canal ont été recouverts par des panneaux photovoltaïques. Selon l'estimation rendue publique par Narendra Modi, Premier ministre du Gujarat, la couverture de seulement 10% du réseau de canaux d'irrigation de l'État permettrait de produire 2.200 mégawatts de puissance, soit bien plus que le plus important réacteur nucléaire d'EDF en service. A la différence de n'importe quelle autre centrale, le projet indien ne coûte rien en foncier, et les murs des canaux servent de support pour les panneaux. La couverture de 10% du réseau actuel ferait donc économiser l'achat de 4.400 hectares de terres pour construire des centrales photovoltaïques.

Recouvrir au moins 10% du réseau final

Cette première tranche n'est que le début d'un vaste projet. A terme, dans 50 ans, le réseau d'irrigation du Gujarat doit s'étendre sur 75.000 kilomètres. La couverture d'uniquement 10% produira autant d'électricité qu'une dizaine de réacteurs nucléaires actuels, et cela empêchera l'évaporation de milliards de litres d'eau. Ce projet indien rappelle donc la pertinence de la couverture de la route des Tamarins: concilier autonomie énergétique et préservation du foncier. Il pourrait aussi s'appliquer à un autre type de basculement des eaux: de la rivière de l'Est aux zones sèches de l'Ouest en passant par la Montagne grâce à un canal à ciel ouvert, une proposition faite voici plus de 50 ans par le Docteur Raymond Vergès.



Voici la première tranche du projet: les panneaux solaires sont fixés sur les murs du canal. La centrale n'empiète sur aucune terre agricole, et elle évite les pertes d'eau dans le réseau d'irrigation, au grand bénéfice des paysans.



Paul Vergès avait proposé de poursuivre le grand chantier de la route des Tamarins en la recouvrant de panneaux photovoltaïques. Les Indiens montrent concrètement la pertinence de ce projet.

La lettre de Henri Hippolyte, Loulou aux Portoises et aux Portois

Ansannm: Le Port, nout combat, nout fierté!

Voici le texte de la lettre de Henri Hippolyte, tête de liste aux élections municipales au Port, publiée hier sur sa page www.facebook.com/louloumars2014



Loulou à la rencontre des commerçants du Port pendant la semaine commerciale.

Portoises, Portois,

C'est avec fierté que je m'engage aujourd'hui, devant vous et avec vous, pour porter haut l'espérance de toute une ville, cette ville qui m'a vu naître, grandir et assumer des responsabilités. J'ai décidé de conduire une liste à l'occasion des élections

CONFERENCE du professeur André ORAISON sur les CHAGOS

le jeudi 16 janvier 2014 à 18 heures
à l'ancien Hôtel de ville de SAINT-DENIS
(salle des mariages)

“Plaidoyer pour le retour des Chagossiens sur leurs îles natales. Un objectif réaliste à la veille du renouvellement du bail consenti par la Grande-Bretagne aux Etats-Unis sur Diego Garcia”. Tel est le titre complet de la prochaine conférence que tiendra le professeur André Oraison sur la question chagossienne et ses tout récents développements.

Cette conférence se tiendra le jeudi 16 janvier 2014 à 18 heures à l'ancien Hôtel de ville de Saint-Denis (salle des mariages)

Cette conférence de 45 minutes ainsi que les débats qui suivront permettront de faire le point sur des contacts en cours entre les autorités britanniques et les représentants des Chagos, qui devraient enfin permettre aux membres volontaires de la communauté chagossienne de réintégrer leurs terres natales ou la terre de leurs ancêtres.

municipales de mars 2014, avec à mes côtés des Portoises et des Portois engagés dans la vie de la cité et animés par le désir de contribuer encore plus au développement de notre commune.

Forts de nos expériences respectives et ancrées dans la réalité portoise, nous nous présentons devant vous, avec en héritage une ville de caractère, forgée par des décennies de luttes pour la démocratie, le progrès et la solidarité, et en perspective une volonté affirmée et partagée d'oeuvrer encore et plus que jamais au bien-être et à la promotion des Portoises et des Portois.

Le Port, nout combat, nout fierté! Ce mot d'ordre nous rassemble, nous ressemble et incarne le symbole de notre engagement. Nous nous engageons, partout, en toutes circonstances et dans tous les domaines, à oeuvrer d'abord pour Le Port, d'abord pour les Portoises et les Portois! Ce contrat moral que nous vous proposons guidera au quotidien nos actions et nos décisions. Je salue le travail remarquable mené avec courage et acharnement, au cours des précédents mandats, par des Portoises et des Portois de conviction au sein des équipes municipales. Je salue les hommes qui ont présidé aux destinées de notre commune du Port: Paul Vergès, Pierre Vergès, Jean-Yves Langenier. Grâce à leur capacité à anticiper sur les enjeux de notre société, la Ville du Port est entrée dans le 21ème siècle avec de véritables atouts tant en matière d'aménagement que de développement économique, social et culturel.

Aujourd'hui, un nouveau cycle s'ouvre et le flambeau des générations qui nous ont précédés se retrouve entre nos mains. Nous nous en saisissons et porterons haut la flamme portoise. C'est donc avec une équipe forte de Portoises et de Portois que nous ouvrirons un nouveau chapitre de notre histoire commune. Les défis à relever sont certes nombreux mais l'énergie ne manque pas.

Je n'ai pas oublié d'où je viens, les sentiers de l'enfance entre bidonville et bois de lait, les corvées d'eau et les tôles arrachées par les cyclones... C'est là que j'ai appris le sens des valeurs, le respect, la solidarité, le travail, la dignité, le partage. C'est dans ces valeurs que je forge ma détermination et mon engagement auprès de vous, à vos côtés.

Loulou, Henri Hippolyte

Otè!

Insivilité! Sé koué lo «insivilité»?

Nou koné pi koman nou sar giny fé arèt domoun dépoz tout zot salté ninport ou, ninport koman! Pourtan, mi mazine dan tout komine, nou doi giny in kalandrié dan nout boit a lèt, débi dané konm la na dé troi zour d sa:ou na lo ankonbran, tout sort masine, lo désé ver sétadir bann brans ou vé débarasé sir-tou aprè siklone konm ni viinn viv.

Mé bayoun, mi romark, tout désé i zinn a toué ton kaz, o lié zèt dan ton poubèl, ti viin zèt si mon téréin, a moin i ramas ton salté astèr? Na kéksoz pa normal mé alor pa normal ditou!

Lo pli grav sé lo bann zanimo mor, lo bann kadav sa i pi o bout dé zour! Lo mous i komans volé.

Sa lé gayar, ti ranvers lo sak, ladan nana plime poul, la po la pat li la plisé; baya, lo boug li tié in dizinn poul, li fé son festin, kan li arzout pa in kabri, ek la po, la pat, toute lo zantray li manz pa,sa i grouyék lo vèr...

Défoi, ziska gro poul antié krévé, dawar nana i fé lélvaz bann volatil par milié... Li koné pa na lékouarisaz; zanimo i tonm étoufé! Ou apèl sa in nélvèr?...i giny pa apèl lékouarisèr va nni èk son kamion eksprè!sé li ki ramas bann désé konm sa! Lo moun i koné pa ou sinon i fé sak i koné pa...

Si mi trouv in ladrès –par egzanp in biltin d garanti-mi port la Polis, toué va dir Justin lé mové!

Koman i fo fé po domoun i arèt dépoz zor-dir ninport ou?

Estop in pé ék so bann «insivilité»; alon viv an moun sivilizé,oté!

Sé in manière respé; mi respèkt a ou; respèkt a moin; ou lé dan in sossité, toulmoun i pé pa fé ninport koué! Si ou pans pa out planèt, pans o moin out zanfan; édik ali par legzanp, par lo bon zegzanp!

Justin